

Autoroute A69 : à Toulouse, des manifestants demandent une suspension du chantier

Alors que sa décision sur la poursuite du chantier de l'A69 était attendue depuis des mois, le tribunal de Toulouse a choisi au début de décembre de relancer l'instruction du dossier, ce qui a permis au constructeur de continuer les travaux.

Le Monde avec AFP

Publié aujourd'hui à 19h49



Des manifestants contre le projet d'autoroute A69 demandent une suspension des travaux, à Toulouse, le 15 décembre 2024. VALENTINE CHAPUIS / AFP

Entre 800 personnes, selon la préfecture, et 2 200, selon les organisateurs, ont manifesté dimanche 15 décembre à Toulouse contre l'A69 et le report de plusieurs mois d'une décision de justice sur la poursuite du chantier de cette autoroute controversée. « *Chantier illégal* », « *Stop au massacre en cours* » ou « *Des moutons, pas du goudron* » pouvait-on lire sur des pancartes brandies par ces opposants à l'autoroute Toulouse-Castres de tous les âges.

Prenant la parole avant le départ de la manifestation, Geoffrey Tarroux, du collectif La voie est libre, a regretté que « *la justice s'aligne derrière des lobbys privés* », tout en ajoutant, sous les applaudissements de la foule, que « *le projet sera arrêté* ».

Alors que sa décision sur la poursuite du chantier de l'A69 était attendue depuis des mois, le tribunal administratif de Toulouse a choisi le 9 décembre dernier de relancer l'instruction de ce dossier brûlant, ce qui a permis au constructeur de l'A69, Atosca, de continuer les travaux. Les manifestants ont fait savoir dimanche qu'ils demanderaient dès lundi à l'instance une audience en référé pour tenter d'obtenir la suspension des travaux, en attendant une décision sur le fond dans quelques mois.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Autoroute A69 : la réouverture de l'instruction justifiée par l'annonce d'une baisse du péage](#)

La manifestation était organisée par un collectif d'une vingtaine d'associations et syndicats, dont Attac, Greenpeace et la CGT. Vers la fin de la manifestation, des CRS ont refoulé à l'aide de gaz lacrymogène quelques manifestants qui allaient grimper sur un arbre proche du tribunal administratif de Toulouse pour y poser une banderole.

Pour Marie Roqueta, ce report « *scandaleux reflète la pression sur la justice, notamment du groupe pharmaceutique Pierre Fabre* », qui a menacé à la fin de novembre de remettre en cause son implantation locale si le chantier s'arrête. « *Ce n'est pas cette autoroute qui désenclavera Castres. Au contraire, elle en fera une ville-dortoir* », a ajouté la manifestante de 40 ans.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [A69 : une possible suspension du chantier examinée par le tribunal administratif de Toulouse](#)

Le Monde avec AFP